

Je répète que ce n'est donc pas la peine de faire une longue énumération des injustices de ce programme. Le NDP estime plus utile de suggérer des mesures de remplacement, dans le cadre de l'obligation qu'il a de combattre cette série de contrôles, ce programme injuste qu'est la Commission de lutte contre l'inflation. Malgré le désir de la majorité des Canadiens d'appuyer une action gouvernementale en faveur d'une politique des revenus efficace et équitable, le gouvernement dans son Livre vert a opté pour un retour au *statu quo*, à ce qu'on appelle l'économie de marché qui provoque ou bien l'inflation sournoise ou bien le chômage généralisé, ou même les deux à la fois, comme on le voit actuellement.

● (1600)

Quand le gouvernement dit que «le système de marché est un mécanisme efficace et très avantageux à cause de la liberté de choix et des possibilités d'initiative qu'il offre», il est soit malhonnête soit, ce qui est plus probable, inconséquent. Il est aussi vrai de prétendre, comme le fait le livre vert, qu'un forum de consultation peut modifier un tant soit peu le système économique du Canada que d'affirmer que l'inflation a été jugulée ou que le séparatisme n'existe plus à titre de mouvement politique au Québec, comme le gouvernement l'a déjà déclaré.

Il importe de noter que les aspects essentiels, et je dis bien essentiels, de notre système économique n'ont pas été touchés par les contrôles. Le programme de contrôle n'a fait qu'aggraver une situation économique déjà difficile. Si l'on songe au fait que le premier ministre (M. Trudeau) a réaffirmé sa confiance dans le libre marché et si l'on examine le livre vert, il est évident que le gouvernement a l'intention de revenir au *statu quo*, comme je l'ai déjà dit. Mais quel est ce *statu quo*, quel est le système économique dont les principaux aspects demeurent inchangés après le programme de contrôles? Pendant le programme de contrôles, les décisions sur l'investissement et la fixation des prix sont encore prises par les mêmes personnes qu'auparavant et à peu près de la même façon.

Pendant le programme de contrôles, le chômage continue à augmenter et notre revenu national est encore réparti très injustement. La situation s'est aggravé marginalement. Pendant le programme de contrôles, les disparités régionales déchirent encore le pays et une bonne partie de nos richesses naturelles continuent à être mal réparties, si elles ne sont pas exportées en vrac vers d'autres pays. Bref, les Canadiens se trouvent maintenant fondamentalement dans la même situation économique injuste qu'avant l'imposition des contrôles. La principale différence, c'est que l'idéologie invoquée pour justifier l'inégalité du programme de contrôles est encore plus hypocrite et insultante qu'auparavant. J'ai l'impression que les Canadiens ont enfin acquis un scepticisme très sain à l'égard de la façon toujours changeante dont le premier ministre considère la société. Nous nous rappelons tous avec chagrin la société juste de 1968. Puis, le premier ministre nous a lancés à la recherche d'une nouvelle société. Avant que nous ayons pu la trouver, on nous a resservi la société moyenne de MacKenzie King dans le discours du trône. Avec le livre vert, nous retournons maintenant au *statu quo*. Tels sont les procédés dialectiques du libéralisme canadien.

M. Fraser: Pourquoi avez-vous donné votre appui aux libéraux? Pourquoi les avez-vous maintenus au pouvoir pendant deux ans?

Anti-inflation—Loi

M. Broadbent: Je rappelle au député que c'est son parti et non le nôtre qui a appuyé les contrôles.

M. Fraser: Vous avez appuyé le parti libéral. Vous auriez pu le détruire.

M. Broadbent: Se rendant compte des inquiétudes de l'entreprise lorsque le premier ministre a parlé d'une société nouvelle, le gouvernement a renoncé à ses projets en affirmant son intention de laisser les forces du marché libre guider de nouveau notre destinée économique. Reste à voir si le gouvernement libéral peut rassurer le monde des affaires en renonçant à prendre certaines décisions économiques. Ce qui est clair, toutefois, c'est que la majorité des Canadiens désirent une réforme économique positive et une orientation économique positive de la part de leurs gouvernements. Ils veulent des solutions, surtout à des problèmes persistants et très graves comme l'inflation et le chômage. Notre histoire démontre clairement que les forces dites du libre marché, contrairement à ce qu'a dit le premier ministre et à ce qu'on a prétendu à la Chambre cet après-midi, n'ont pas et ne peuvent pas résoudre les difficultés économiques du Canada. C'est une chose que même les partis centristes ont compris dans tout le monde occidental, sauf ici au Canada.

Ces forces dites du libre marché continueront à échouer et la promesse des conservateurs de restaurer la confiance de la population dans un gouvernement où l'initiative remplacera les contrôles doit être prise pour ce qu'elle est, car les conservateurs ont autant foi dans les forces du marché libre que les libéraux. Si les conservateurs présentent leur politique de façon différente, au fond elle est toujours la même. Le discours que nous a fait cet après-midi le représentant du parti conservateur le confirme entièrement.

Cela dit, j'aimerais maintenant décrire quelles sont les solutions que propose le Nouveau parti démocratique pour faire face à notre situation économique. Je voudrais d'abord, en guise de préambule, faire un ou deux commentaires honnêtes et directs au sujet de la nature de l'inflation au Canada. D'abord, en raison des liens profonds de notre économie avec celle des États-Unis, une bonne partie de notre inflation, et je serai tenté de dire la plupart, est hors de notre contrôle. C'est par nécessité et par commodité que nous commerçons avec nos voisins et nous en payons le prix, car nous avons une économie vassalisée. Prétendre juguler ce genre d'inflation, c'est nier notre existence même, notre situation géographique et nos erreurs commerciales du passé. Il est tout simplement malhonnête de prétendre pouvoir freiner ce genre d'inflation que nous importons.

La seconde remarque que je veux faire, c'est que, pour lutter sérieusement et honnêtement contre les effets de l'inflation, il faut que notre gouvernement prévoie certaines mesures à effet amortisseur pour s'assurer que les gens qui sont incapables de résister à l'inflation puissent au moins être dédommagés. Sous ce rapport, je pense plus particulièrement à nos malheureux concitoyens qui vivent du bien-être social et à nos retraités. Et ce qui compte le plus, ce sont les mesures que le gouvernement peut prendre pour s'assurer que l'économie canadienne demeure forte, élastique et capable de continuer à fonctionner à plein rendement sans refléter constamment toutes les saccades de l'indice du Dow-Jones à la Bourse de New York.